

Séance du Grand Conseil

Mardi 6 mai 2014

de 9 h.30 à 17 h.00

**Procès-Verbal**

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

*Dépôt des questions orales jusqu'à 16h30*

*Les points 3 et 4 seront traités à 14h00*

*Projection de film dans la salle à 12h15*

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
	1.	Communications  M. le Président souhaite un joyeux anniversaire à M. le député Nicolas Mattenberger. Il lit la lettre de démission de la Commission thématique des pétitions de M. le député Jérôme Christen, qui sera remplacé par M. le député Serge Melly			
	2.	Dépôts  Résolution: Véronique Hurni et consorts,			
TRAITE	3.	(GC 102) Rapport de la Commission de gestion chargée de contrôler la gestion du Conseil d'Etat du Canton de Vaud, Année 2013	GC	Schwaar V.	
TRAITE	4.	(GC 103) Rapport de la Commission de haute surveillance du Tribunal cantonal chargée de contrôler la gestion du Tribunal cantonal, Année 2013	GC	Haury J.A.	
RENV-CE	5.	(14_INT_246) Interpellation Olivier Epars concernant la gestion des déchets d'amiante ici et ailleurs (Pas de développement)			
RENV-CE	6.	(14_INT_248) Interpellation Vassilis Venizelos - Pour des espaces publics de qualité ! (Pas de développement)			
RENV-CE	7.	(14_INT_249) Interpellation Raphaël Mahaim et consorts - Organisation et rôle du SDT : les lendemains de l'aménagement du territoire vont-ils chanter ? (Pas de développement)			
RENV-CE	8.	(14_INT_247) Interpellation Raphaël Mahaim - Quelle application du principe de territorialité dans l'école vaudoise ? (Développement)			

Séance du Grand Conseil

Mardi 6 mai 2014

de 9 h.30 à 17 h.00

**Procès-Verbal**

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
OA+M	9.	(134) Exposé des motifs et projet de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit additionnel de CHF 8,5 millions au crédit-cadre de CHF 32 millions alloué par décret du 15 mars 2011 en vue de financer les subventions cantonales en faveur d'entreprises d'améliorations foncières pour les années 2010 à 2014(1er débat)  (1er débat) : entrée en matière acceptée par 125 oui, soit à l'unanimité. Art. 1, amdt com (+2 millions) (oui) opposé à amdt Sonnay (+6,5 millions) (non): la proposition Sonnay est préférée par 46 oui, 81 non et 3 abstentions. Ensuite, l'amdt Sonnay est mis au vote pour lui-même et est accepté par 86 oui, 37 non et 8 abstentions. Art. 1 amendé accepté par 83 oui, 19 non et 28 abstentions. Art. 2 accepté. Fin du 1er débat.	DIS.	Ravenel Y.	
TRAITE	10.	(13_INT_185) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Rebecca Ruiz - A quand un guichet de police virtuel ?	DIS.		
RENV-COM	11.	(14_INI_007) Initiative Gérald Cretegy et consorts pour que le canton de Vaud exerce son droit d'initiative cantonal et demande à l'Assemblée fédérale que le volume du contingent tarifaire d'importation des vins ainsi que son mode d'attribution soient modifiés (Développement et demande de renvoi à commission avec au moins 20 signatures)			

Séance du Grand Conseil

Mardi 6 mai 2014

de 9 h.30 à 17 h.00

**Procès-Verbal**

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
OA	12.	<p>(85) Exposé des motifs et projet de lois modifiant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la loi du 10 mai 1926 sur le marchepied le long des lacs et sur les plans riverains (LML) et</li> <li>- la loi du 5 septembre 1944 sur l'utilisation des lacs et cours d'eau dépendant du domaine public (LLC) et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les postulats :</li> <li>- Jean-Michel Favez et consorts demandant que la loi sur le marchepied le long des lacs et sur les plans riverains (LML) soit modifiée afin de faciliter la réalisation des objectifs sur le Plan directeur des rives vaudoises du Lac Léman (11/POS/290) ;</li> <li>- Fabienne Freymond Cantone et consorts demandant une définition plus restrictive des constructions considérées comme constructions légères sur le domaine public du lac (11/POS/292)(1er débat)</li> </ul> <p>(1er débat) : entrée en matière sur les deux projets de loi acceptée avec une opposition et une abstention.</p> <p>LML : art. 16 accepté à l'unanimité. Fin du 1er débat.</p> <p>LLC : art. 26 accepté à l'unanimité. Fin du 1er débat.</p>	DTE	Cretegny G. (Majorité), Bally A. (Minorité)	
RENV-CE	13.	<p>(13_POS_046) Postulat Isabelle Chevalley et consorts - Simplification administrative pour l'installation des énergies renouvelables</p> <p>Les conclusions du rapport de la commission (prise en considération du postulat) sont acceptées à l'unanimité</p>	DTE, DFIRE	Renaud M.	
TRAITE	14.	<p>(13_INT_141) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jérôme Christen et consorts - Panneaux solaires interdits : de l'ombre sur la transition énergétique !</p>	DTE.		
TRAITE	15.	<p>(13_INT_174) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Fabienne Freymond Cantone et consorts - Qu'attend le Canton de Vaud pour réduire ses émissions de CO2 grâce à la manne fédérale ?</p>	DTE.		

Séance du Grand Conseil

Mardi 6 mai 2014

de 9 h.30 à 17 h.00

**Procès-Verbal**

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
TRAITE	16.	(13_INT_200) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Olivier Epars - Gaz non conventionnel aux Grangettes, deux poids, deux mesures ?  Une détermination Régis Courdesse suite à la réponse à l'interpellation est acceptée avec de nombreuses abstentions et avis contraires. Consistant en un voeu, cette détermination est ainsi transmise au Conseil d'Etat.	DTE.		
OA	17.	(103) Exposé des motifs et projet de loi modifiant - la loi du 2 mars 2010 sur le service de défense contre l'incendie et de secours (LSDIS) et - la loi du 17 septembre 1974 sur la protection des eaux contre la pollution (LPEP) (1er débat)  (1er débat) : entrée en matière sur les deux projets de loi acceptée à l'unanimité  LSDIS : art. 3 à 22ter acceptés sans discussion. Fin du 1er débat.  LPEP : art. 8 à 10 (abrogations) acceptés. Fin du 1er débat.  Une demande de 2ème débat immédiat (maj. des ¾ requise) est acceptée par 84 oui, 5 non et 10 abstentions.  (2ème débat) : LSDIS : art. 3 à 22ter acceptés. Fin du 2ème débat.  LPEP : art. 8 à 10 acceptés. Fin du 2ème débat.  En vote final, les deux projets de loi sont acceptés à l'unanimité.	DTE	Treboux M.	
OA	18.	(107) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi sur la gestion des déchets et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la motion Régis Courdesse et consorts demandant de prolonger le délai pour l'octroi de la participation de l'Etat pour les installations de compostage et de méthanisation des déchets et pour les centres de collecte des déchets valorisables (11_MOT_147) (1er débat)  (1er débat) : entrée en matière acceptée à l'unanimité . Art. 37 et 38 acceptés. Fin du 1er débat	DTE	Chollet J.M.	

## Séance du Grand Conseil

Mardi 6 mai 2014

de 9 h.30 à 17 h.00

**Procès-Verbal**

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
RENV-T	19.	(13_PET_016) Pétition pour la suppression de la liste des chiens potentiellement dangereux de la loi sur la police des chiens	DTE	Nicolet J.M.	13/05/2014
RENV-T	20.	(13_PET_019) Pétition pour sauver la faune pour les générations futures	DTE, DECS	Kappeler H.R.	13/05/2014
RENV-T	21.	(13_POS_036) Postulat Jean-François Cachin et consorts - L'avenir pour les deux pontons et la digue olympique installés en face du CIO et du quai d'Ouchy à Lausanne	DTE, DIRH	Brélaz F. (Majorité), Aellen C. (Minorité)	13/05/2014
RENV-T	22.	(14_POS_068) Postulat Raphaël Mahaim et consorts - mettre les bouchées doubles pour la phase transitoire dans le cadre de la mise en oeuvre de la LAT révisée dans le plan directeur (Développement et demande de renvoi à commission avec plus de 20 signatures)			13/05/2014
RENV-T	23.	(14_POS_070) Postulat Vassilis Venizelos et consorts - Non au gaspillage du sol, oui à des quartiers vivants ! (Développement et demande de renvoi à commission avec plus de 20 signatures)			13/05/2014
RENV-T	24.	(14_MOT_044) Motion Raphaël Mahaim et consorts concernant la contribution de plus-value - concrétiser sans délai les exigences fédérales (Développement et demande de renvoi à commission avec au moins 20 signatures)			13/05/2014
RENV-T	25.	(14_MOT_045) Motion Martial de Montmollin et consorts - des betteraves plutôt que des parkings dans les centres commerciaux ! (Développement et demande de renvoi à commission avec au moins 20 signatures)			13/05/2014
RENV-T	26.	(14_POS_067) Postulat Vassilis Venizelos et consorts - Pour une simplification des procédures relatives aux plans directeurs régionaux (Développement et demande de prise en considération immédiate)			13/05/2014
RENV-T	27.	(14_POS_069) Postulat Jérôme Christen et consorts en faveur de la sauvegarde des vieux chalets de montagne (Développement et demande de prise en considération immédiate)			13/05/2014

Séance du Grand Conseil

Mardi 6 mai 2014

de 9 h.30 à 17 h.00

**Procès-Verbal**

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
RENV-T	28.	(106) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE) et Rapports du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la motion Aliette Rey-Marion et consorts au sujet des solariums self-service : Attention danger ! (10_MOT_100) et sur le postulat Stéphane Montangero et consorts "Interdiction de vente de tabac aux mineurs : pour un véritable plan d'action qui permette l'application des sanctions en plus des mesures de prévention !" (10_POS_197)(1er débat)	DECS.	Roulet C.	13/05/2014
RENV-T	29.	(14_MOT_046) Motion Guy-Philippe Bolay et consorts pour une meilleure prise de conscience des amendements budgétaires à la hausse (Développement et demande de renvoi à commisison avec au moins 20 signatures)			13/05/2014
RENV-T	30.	(13_INT_170) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Alexandre Berthoud et consorts - Va-t-on cautionner une politique fiscale confiscatoire vis-à-vis de l'agriculture ?	DFIRE.		13/05/2014
RENV-T	31.	(13_POS_045) Postulat Régis Courdesse et consorts - Fiscalité écologique pour les énergies renouvelables	DFIRE	Randin P.	13/05/2014
RENV-T	32.	(13_INI_004) Initiative Nicolas RoCHAT Fernandez et consorts visant à rendre publiques et gratuites les données du Registre foncier	DFIRE	Courdesse R. (Majorité), Baehler Bech A. (Minorité)	13/05/2014
RENV-T	33.	(13_POS_043) Postulat Michel Miéville et consorts - Big Brother dans votre jardin, c'est pour demain ! Que pense faire le Conseil d'Etat	DSAS	Hurni V.	13/05/2014
RENV-T	34.	(13_INT_147) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Régis Courdesse - Comment et à quel coût la suppression de la déduction de coordination (art. 11 LCP) peut améliorer la rente de retraite des bas salaires et des temps partiels des collaborateurs de l'Etat ?	DSAS.		13/05/2014
RENV-T	35.	(13_INT_119) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Stéphane Montangero - Avec ou sans glace pilée, les boissons énergisantes ne sont-elles pas dangereuses pour la santé ?	DSAS.		13/05/2014

Séance du Grand Conseil

Mardi 6 mai 2014

de 9 h.30 à 17 h.00

**Procès-Verbal**

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
RENV-T	36.	(13_INT_164) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Véronique Hurni et consorts - A l'aide sociale et en possession d'un ou plusieurs chiens !?	DSAS.		13/05/2014
RENV-T	37.	(13_INT_193) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Vassilis Venizelos - Violence domestique : l'offre en place de foyers d'accueil est-elle adéquate ?	DSAS.		13/05/2014
RENV-T	38.	(13_INT_176) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation de Jacques Neiryck et consorts - Le Groupe Impact a-t-il le droit d'enquêter sur les débats du Grand Conseil ?	DSAS.		13/05/2014

Le (La) président-e :

Le (La) secrétaire :